

DERNIÈRE SEMAINE DU MOIS DE RAMADAN

Aucune revue à la baisse des prix

C'est déjà la fin ! Les Algériens passent leur dernière semaine du mois de Ramadan. L'heure est aux achats pour les préparatifs de l'Aïd. Ce n'est pas pour autant que la mercuriale s'est stabilisée. C'est l'opération «spécial Ramadan», les prix des fruits et légumes restent toujours inaccessibles pour les petites bourses.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Alors que les Algériens s'apprêtent à célébrer la fête de l'Aïd, le mois sacré, qui tire à sa fin, ne réserve point de surprise coté prix des fruits et légumes. Si durant ce mois les produits de large consommation étaient disponibles, cela n'a nullement eu de répercussion sur les prix. Ces derniers ont gardé la même tendance durant tous le mois.

Pour justifier cette hausse vertigineuse des prix, les commerçants ne peuvent plus

évoquer la pénurie des produits, car les étals des marchés sont submergés de marchandises. Ceci dit, les marchands de légumes ont toujours plus d'une astuce en réserve pour se désengager de leur responsabilité.

Hier encore, une virée au marché populaire de Belouizdad nous a permis de dresser tout ce constat.

Même s'il fait 29 ° à l'extérieur, à l'intérieur des marchés, c'est plutôt la canicule. Une baisse a été enregistrée par rapport à la première

semaine, mais elle est insignifiante. Si la tomate, la courgette ou la carotte n'affichent plus les 80 DA/kg, ces légumes nécessaires pour la préparation du f'tour n'ont cependant enregistré qu'une baisse de 10 DA. Garnir sa table de Ramadan est loin d'être évident lorsqu'on remarque que l'oignon, indispensable pour la chorba, est vendu à 40 DA/kg alors que les inévitables diouls pour les «fameux boureks» sont cédés entre 40 et 50 DA la douzaine.

La laitue, disponible également en ces jours de chaleur, est vendue entre 80 et 100 DA/kg. Le citron, quant à lui, reste le roi incontesté de ce mois en affichant 400 DA/kg.

Côté viande blanche et rouge, les prix n'ont pas bougé. Le poulet est toujours

vendu à 390 DA/kg et 420 DA le kilogramme de cuisses. L'agneau est cédé à 950 DA/kg et le bœuf à 750 DA/kg.

Le consommateur est resté sur sa faim, durant un mois d'attente dans l'espoir de voir les prix des fruits et légumes aller à la baisse. Le même rituel se répète chaque année durant ce mois où le consommateur dépense des folies et le commerçant garantie des économies.

Quant viendra la régulation dans se secteur ? Aucun signe ne renseigne sur une éventuelle détermination quant à changer le cours des choses. Puisqu'en Algérie, l'opération «spécial Ramadan» rime avec «bradage» plutôt qu'avec «promotion».

S. A.

RENOUVELLEMENT PARTIEL DU SÉNAT

Entre rivalités partisans et ambitions personnelles

Les partis politiques ayant participé aux élections locales de 2007, Assemblées communales et Assemblées de wilaya, ont rendez-vous avec les urnes en décembre prochain. Le Sénat, la chambre haute du Parlement, connaîtra, à cette période, le renouvellement de moitié de sa composante.

Sofiane Aït-Ifflis - Alger (Le Soir)- Le renouvellement intéressera aussi bien la composante élue que celle désignée dans le cadre du tiers présidentiel. Si les hommes du président qui viendront occuper des sièges au Sénat sont exempts de la compétition et des enjeux électoraux classiques, il n'en est pas de même pour ceux qui constitueront les fournées partisans.

Les grands collègues électoraux, les Assemblées communales et de wilaya, sont déjà agités par un début de fièvre électorale. L'enjeu vaut l'engagement précoce en campagne. Autant pour les élus partisans que pour les élus indépendants. Les élus partisans intéressés par un mandat de sénateur auront à «taper dans l'œil» et à faire valoir leur profil auprès des ins-

tances de leurs partis habilitées à statuer sur les candidatures. Surtout que, pour partiel qu'il sera, ce renouvellement se traduira par l'élection d'un sénateur par wilaya. Prétendre à une candidature devra, pour l'élú partisan intéressé, s'accompagner de beaucoup d'engagement et de doigté politique. Ça va certainement batailler dur. Même si la condition d'âge agira encore une fois en premier filtre. Pour une candidature au poste de sénateur, l'élú devra avoir 40 ans révolus.

Outre cette tâche organique qu'ils se doivent d'accomplir, les partis politiques devront aussi rivaliser entre eux. L'Alliance présidentielle sera mise entre parenthèses — encore une fois — le temps de ces sénatoriales. Le Front de libération nationale fait déjà montre d'un bon appétit quant à contrarier, ces joutes durant, l'ambition de son frère ennemi, le Rassemblement national démocratique. Un avant-goût de cette bataille à laquelle se prépare le FLN nous est donné par la «noise» que le vice-président du Sénat, Rachid Assas, a entrepris de chercher à Abdelkader Bensalah.

Le président du Sénat s'en trouve criblé d'accusations, comme de privilégier les sénateurs issus de sa formation politique, le RND. Intervenant à la veille du renouvellement partiel du Sénat, cette estocade n'est pas à mettre sur le compte du seul

coup de gueule. Elle témoigne du désir du FLN de se réapproprier la présidence du Sénat. Le parti de Belkhadem pourrait s'esquinter vainement à la tâche tant, pour s'arroger le poste, il lui faudra plus que disposer de la majorité au Sénat. Bensalah a atterri sur le perchoir en tant que désigné parmi le tiers présidentiel. Il jouit donc des faveurs présidentielles. Et on imagine mal un FLN aller a contrario de la volonté présidentielle.

Le MSP, l'autre membre de l'Alliance présidentielle, ne se mêle pas de la bataille pour la présidence du Sénat. Le parti de Soltani, victime d'une dissidence interne qui a traîné dans son sillage bon nombre d'élus, s'estimera heureux s'il parvenait à récolter quelques sièges.

Le Front national de Moussa Touati se retrouvera confronté à des difficultés similaires. Le parti est ébranlé dans sa sérénité. En Kabylie, la tradition sera normalement respectée. La bataille mettra aux prises essentiellement le RCD au FFS si, bien entendu, ce dernier s'engage dans la course. Il est déjà arrivé au parti de se poster hors course.

Dans le rang des élus indépendants, c'est déjà la course contre la montre et, pour certains élus, c'est déjà la surenchère à la bourse. L'argument dans «chkara».

S. A. I.

TRIPARTITE

Le FCE en observateur ?

Le Forum des chefs d'entreprise (FCE) pourrait participer à la prochaine tripartite en tant qu'observateur. C'est ce qu'à indiquer, hier, une source proche de cette organisation patronale, tout en soulignant que le statut actuel du FCE ne lui permet pas de prendre part à ce genre de consultation à part entière.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - Contacté pour en savoir plus sur cette question, le président du Forum des chefs d'entreprise n'a pas démenti l'information.

Toutefois, il fera savoir que ce point n'est pas inscrit en priorité dans l'agenda du Forum.

Pour M. Rédha Hamiani, «pour le moment, il y a d'autres préoccupations auxquelles le FCE doit aujourd'hui faire face».

Selon notre interlocuteur, les statuts actuels du Forum ne lui permettent pas de prendre part à cette rencontre. En effet, le FCE, qui revêt le statut d'association, relève du ministère de l'Intérieur, alors que tout exercice syndical doit disposer d'un agrément de celui du Travail et de la Protection sociale.

Pour rappel, au lendemain de sa réélection à la tête du Forum, Rédha Hamiani avait émis le vœu de voir le FCE changer de statut et se transformer en organisation syndicale patronale. Or, à en croire des indiscretions, la question n'est pas encore tranchée au sein du Forum.

Selon différentes sources proches du FCE, l'idée de passer à un syndicat patronal semble être appréciée par beaucoup de patrons. Nombreux sont les membres du Forum, explique-t-on, «qui ne veulent pas se contenter d'un rôle d'accompagnateur des pouvoirs publics, ni de faiseurs de propositions sans lendemain».

Autrement dit, le FCE veut peser sur les grands choix économiques. Ainsi, avec ses 250 chefs d'entreprise, repré-

sentant quelque 500 entreprises publiques et privées et employant environ 200 000 personnes, le Forum veut passer à une autre étape.

Ses membres veulent s'exprimer en tant de partenaires à part entière, à l'image de l'Ugta et des autres organisations patronales, particulièrement quand il s'agit d'échéances économiques et de choix stratégiques.

Ceci dit, le président du FCE a estimé que la revalorisation des salaires à travers le Snmg est une «bonne chose» et que cela «répond à un devoir de solidarité et d'entraide dicté par notre religion et nos traditions». Mais il ajoutera que sur un plan strictement économique, cela n'est pas entièrement gagné.

D'ailleurs, il fera savoir à ce sujet «qu'il n'y a pas de loi qui oblige l'Etat à s'immiscer dans les autres salaires», laissant entendre par là «qu'il s'agit d'une question relevant de la relation entre employeur et employé». Pour rappel, lors de sa dernière sortie média-

tique sur le site on line TSA, le président du Forum des chefs d'entreprise avait indiqué que certaines entreprises «ne pourront pas digérer une hausse importante car, leur productivité étant faible, elles seront dans l'obligation de répercuter entièrement cette augmentation sur leurs prix, ce qui rendra leurs produits invendables sur le marché, devenu très compétitif par l'ouverture commerciale à l'international».

De plus, l'organisation de notre marché du travail fait craindre une répercussion mécanique de la hausse du Snmg sur l'ensemble des revenus, entraînant du même coup une inflation difficile à contenir dans un contexte d'une offre à la baisse.

La question de la hausse des salaires, selon nous, mériterait d'être traitée secteur par secteur pour tenir compte des capacités de chacun d'eux à générer des gains de productivité à partager avec le facteur capital», a-t-il expliqué.

A. B.

LE COUFFIN DE LA MÉNAGÈRE PENDANT LA 4 ^e SEMAINE DU RAMADHAN			
	Produit	Unité de mesure	Prix détail
	Pomme de terre	1 kilo	Entre 50 et 60 DA
	Navet	1 kilo	100 DA
	Tomate fraîche	1 kilo	Entre 50 et 60 DA
	Oignons	1 kilo	40 DA
	Salade verte	1 kilo	Entre 80 et 100 DA
	Poivrons	1 kilo	Entre 60 et 70 DA
	Carotte	1 kilo	Entre 70 et 80 DA
	Courgette	1 kilo	Entre 60 et 70 DA
	Ail	1 kilo	300 DA
	L'agneau	1 kilo	950 DA
	Bœuf avec os et sans os	1 kilo	750 DA 780 DA
	Poulet coupé	1 kilo	420 DA
	Poulet entier	1 kilo	390 DA
	Frik	1 kilo	200 DA
	Riz étuvé	1 kilo	90 DA
	Huile	5 litres	560 DA
	Dioul	1 douzaine	entre 40 et 50 DA
	Oeuf	unité	Entre 9 et 10 DA
	Pois chiche	1 kilo	120 DA
	H'chich	1 bouquet	10 DA
	Sucre	1 kilo	75 DA
	Dattes	1 kilo	Entre 180 et 280 DA
	Melon	1 kilo	40 DA
	Olives noires	1 kilo	220 DA
	Olives vertes	1 kilo	entre 240 et 260 DA
	Citron	1 kilo	400 DA